

CORÉE DU SUD

Des paysans âgés expulsés de force d'une base de l'armée américaine

Index AI : ASA 25/001/2006
ÉFAI

Vendredi 17 mars 2006

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Plusieurs militants des droits de l'homme ont été arrêtés pour avoir manifesté contre les expulsions forcées, par la police anti-émeute, de villageois âgés à Pyongtaek, dans le nord-ouest de la Corée du Sud. Leur village fait l'objet d'un ordre d'expulsion, afin de permettre l'expansion de la base militaire américaine voisine de Camp Humphreys.

Les résidents du village de Daechuri, des paysans âgés entre soixante et quatre-vingts ans pour la plupart, ont reçu des coups de poing au visage et ont été malmenés en voulant résister à la dernière tentative en date pour les expulser de chez eux le 15 mars ; le même scénario s'était produit un peu plus tôt le 6 mars. Selon eux, les compensations offertes ne suffiront pas à l'achat de terres équivalentes ailleurs dans le pays et la possibilité pour eux de gagner leur vie est remise en cause.

« La plupart des villageois sont très âgés et il est pénible d'entendre qu'on a eu recours à la force contre eux », a déclaré Rajiv Narayan, chercheur pour l'Asie orientale auprès d'Amnesty International. Étant donné l'âge de ces personnes, les policiers devraient veiller particulièrement à ce qu'il ne leur arrive rien et faire en sorte qu'ils soient soignés promptement en cas de problème – ce qui ne semble pas avoir été le cas jusqu'à présent. »

Plusieurs manifestants ont été arrêtés le 15 mars, notamment un militant très connu de défense des droits humains, Park Lae-Goon, du Groupe Sarabang de défense des droits humains, ainsi que Cho Baek-ki du Comité catholique de défense des droits humains. Park Lae-goon a été arrêté alors qu'il était assis devant l'école du village ; Cho Baek-ki essayait d'arrêter un chariot élévateur utilisé pour les expulsions. Les deux hommes sont toujours détenus dans des bureaux de la police locale, ils sont inculpés de tentative d'obstruction au travail d'employés de l'État dans l'exercice de leurs fonctions.

« Le gouvernement doit remettre en liberté toutes les personnes détenues pour avoir protesté de façon pacifique contre ces expulsions forcées », a déclaré Rajiv Narayan.

La consultation de la population, menée avant les expulsions, avait fait apparaître les préoccupations des paysans, mais celles-ci ne semblent pas avoir été prises en compte. La consultation était d'ailleurs, selon les manifestants, essentiellement destinée à l'opinion publique. Pour certains manifestants, le ministère de la défense nationale, à l'origine de l'ordre d'expulsion, a fixé la date des expulsions de manière unilatérale et n'était pas préparé à entendre les demandes des résidents.

« Toute expulsion dans le cadre des dispositions actuelles laisserait les paysans dans une situation extrêmement vulnérable, avec peu de possibilités pour continuer à gagner leur vie », a déclaré Rajiv Narayan. Nous demandons instamment au gouvernement de décider d'une nouvelle consultation. Il doit s'assurer que les villageois ne vont pas être laissés sans toit et leur accorder une indemnisation raisonnable ainsi que des terres cultivables proches de leur nouveau domicile. »

Certaines informations font état d'une cinquantaine de bus au moins, présents sur les lieux durant les expulsions forcées, mais on ne sait pas exactement combien de policiers anti-émeute ont été déployés pour expulser les résidents de Daechuri, en tout un peu plus d'un millier de personnes. Des manifestants auraient réclamé des ambulances après que plusieurs personnes âgées, poussées à terre, eurent été blessées, mais la police aurait choisi d'ignorer leur requête.

Complément d'information

En décembre 2004, le gouvernement coréen avait prévu de donner environ 1150 hectares supplémentaires à la base militaire américaine de Camp Humphreys, dans la province de Kyonggi. En décembre 2005, le comité gouvernemental d'expropriation des terres approuvait la saisie imminente du domaine du village de Daechuri, rendant ainsi illégale l'occupation de leurs terres par les paysans.

Après une consultation de la population menée par le ministère de la défense nationale, les résidents de Daechuri se sont vus offrir un montant d'indemnisation

forfaitaire, basé sur une estimation basse de la valeur de leurs terres. La zone a été gagnée sur la mer, ce qui veut dire que le prix des terres était déjà bas comparé à d'autres terres agricoles. Il serait pratiquement impossible d'acheter une surface de terrain équivalente pour une agriculture de subsistance avec la somme forfaitaire offerte.

En février 2006, une campagne nationale de protestation contre les expulsions forcées a été lancée. Pour plus d'informations, consulter le site <http://www.geocities.com/savePTfarmers/home>. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>